

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 100 (1982)
Heft: 37

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Holdinggesellschaft für Finanzierung und Kredit A.G. «Eurocredit», Basel

Liquidations-Schuldenruf gemäss Art. 742 und 745 OR

Zweite Veröffentlichung

Die ordentliche Generalversammlung vom 19. Januar 1982 hat die Auflösung der Gesellschaft beschlossen.

Allfällige Gläubiger werden hiermit aufgefordert, ihre Ansprüche innert Monatsfrist bei der Gesellschaft an der Kaufhausgasse 7, 4001 Basel, anzumelden. (A224')

4001 Basel, den 8. Februar 1982

Der Verwaltungsrat

Microtek Electronics Ltd., 8700 Küsnacht

Liquidations-Schuldenruf gemäss Art. 742 und 745 OR

Dritte Veröffentlichung

Die ausserordentliche Generalversammlung vom 17. Dezember 1981 hat die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft beschlossen.

Allfällige Gläubiger werden hiermit unter Hinweis auf Art. 742 und 745 OR aufgefordert, ihre Ansprüche bis spätestens dem 31. März 1982 dem bestellten Liquidator Willy H. Schwab, Weibelacherstrasse 9, 8617 Mönchaltorf, Postfach 212, anzumelden. (A204')

8700 Küsnacht, den 4. Februar 1982

Microtek Electronics Ltd.
Der Liquidator**Lamb Norm AG, mit Sitz in Zug**

Herabsetzung des Grundkapitals und Aufforderung an die Gläubiger gemäss Art. 733 OR

Dritte Veröffentlichung

An der ausserordentlichen Generalversammlung der Lamb Norm AG, mit Sitz in Zug, vom 27. Januar 1982 ist das Grundkapital von Fr. 1 000 000.- um Fr. 475 000.- auf Fr. 525 000.- herabgesetzt worden, durch Annullierung von 950 Inhaberaktien zu nom. Fr. 500.- und Rückzahlung von Fr. 475 000.- durch Gutschrift auf dem Kontokorrent-Konto des Aktionärs.

Gemäss Revisionsbericht der Mandataria Revision AG, Zürich, vom 7. Januar 1982 wird festgestellt, dass die Forderung der Gläubiger trotz Herabsetzung des Grundkapitals voll gedeckt sind.

Gläubiger der Gesellschaft, die gemäss Art. 733 OR Befriedigung oder Sicherstellung verlangen, haben dies an die Lamb Norm AG, Bahnhofstrasse 23, 6300 Zug, innert 2 Monaten seit der Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt mitzuteilen. (A205')

6300 Zug, den 27. Januar 1982

Der Verwaltungsrat

Sidofan AG, Zug

Schuldenruf infolge Fusion gemäss Art. 748 OR

Dritte Veröffentlichung

Die Sidofan AG, mit Sitz in Zug, hat an ihrer ausserordentlichen Generalversammlung vom 27. Januar 1982 ihre Auflösung und Fusion durch Übergabe aller Aktiven und Passiven an die Lamb Norm AG, Zug, beschlossen.

Am gleichen Tage ist der Fusionsvertrag auch von der Lamb Norm AG, Zug, genehmigt worden.

Hiermit werden die Gläubiger der Sidofan AG, Zug, von der Auflösung in Kenntnis gesetzt und aufgefordert, allfällige Ansprüche gegen die Gesellschaft innert 2 Monaten, von der dritten Veröffentlichung im Schweizerischen Handelsamtsblatt gerechnet, bei der Mandataria Treuhand AG, Bahnhofstrasse 23, 6300 Zug, anzumelden. (A206')

6300 Zug, den 27. Januar 1982

Sidofan AG Zug

S.I. Remacol «A», Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Deuxième publication

Par décision de son assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 1980, la dissolution de la société a été prononcée.

Les créanciers éventuels sont invités à faire connaître leurs réclamations, selon l'art. 742 CO dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, auprès du liquidateur, M. Jean-Claude Mesiaux, Société Privée de Gérance, boulevard des Philosophes 20, 1205 Genève. (A215')

1205 Genève, le 11 janvier 1982

Le liquidateur

S.I. Remacol «B», Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Deuxième publication

Par décision de son assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 1980, la dissolution de la société a été prononcée.

Les créanciers éventuels sont invités à faire connaître leurs réclamations, selon l'art. 742 CO dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, auprès du liquidateur, M. Jean-Claude Mesiaux, Société Privée de Gérance, boulevard des Philosophes 20, 1205 Genève. (A216')

1205 Genève, le 11 janvier 1982

Le liquidateur

Pierpont S.A., Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Troisième publication

Par sa décision du 2 février 1982, la société a prononcé sa dissolution et son entrée en liquidation.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, sous peine de forclusion, en mains du liquidateur, M. Ernst Holzreuter, rue de l'Athénée 22, à Genève. (A199')

1200 Genève, le 2 février 1982

Le liquidateur

Brown & Root SA, en liquidation, à Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Troisième publication

Cette société est entrée en liquidation selon acte authentique de son assemblée générale extraordinaire du 20 janvier 1982.

Conformément à l'art. 742 CO, les créanciers de la société sont invités à produire leurs créances et toutes pièces justificatives dans l'année qui suivra la troisième publication du présent avis, en mains du liquidateur, Me Franz Zimmermann, avocat, à Genève, rue Sènebier 20. (A210')

1200 Genève, le 4 février 1982

Un administrateur

Jeux-Mat SA en liquidation, Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Deuxième publication

Par décision de son assemblée générale extraordinaire du 26 novembre 1981 la dissolution de la société a été prononcée. Les créanciers éventuels sont sommés de faire connaître leurs réclamations selon art. 742 CO, dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, par écrit, auprès du liquidateur M. Noël Derippe, avenue de Sécheron 1, 1202 Genève. (A 220')

1202 Genève, le 4 février 1982

Le liquidateur:
Noël Derippe**Cusenier SA, à Bâle**

Appel aux créanciers par suite de fusion conformément à l'art. 748 CO

Troisième publication

Cette société est dissoute sans liquidation selon acte authentique de son assemblée générale extraordinaire du 4 février 1982.

Conformément à l'art. 748 ch. 1 CO, les créanciers sont invités à produire leurs créances et toutes pièces justificatives d'ici au 28 février 1982, en mains du conseil d'administration de la société «Perisem SA», route de Saint-Julien 46, à Carouge. (A208')

1200 Genève, le 4 février 1982

Le conseil d'administration
de Perisem SA**Ricard Suisse SA, à Carouge**

Appel aux créanciers par suite de fusion conformément à l'art. 748 CO

Troisième publication

Cette société est dissoute sans liquidation selon acte authentique de son assemblée générale extraordinaire du 4 février 1982.

Conformément à l'art. 748 ch. 1 CO, les créanciers sont invités à produire leurs créances et toutes pièces justificatives d'ici au 28 février 1982, en mains du conseil d'administration de la société «Perisem SA», route de Saint-Julien 46, à Carouge. (A209')

1200 Genève, le 4 février 1982

Le conseil d'administration
de Perisem SA**Fonds de Prévoyance en faveur du personnel attaché au siège de Genève de la société Spierer Frères et Cie SA**

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Troisième publication

La fondation étant dissoute conformément à l'art. 88 CCS, nous procédons à la liquidation de cette institution en accord avec le service de surveillance des fondations.

Les créanciers et ayants droit éventuels sont invités à faire valoir leurs créances et prétentions, avec justificatifs à l'appui, dans le plus bref délai, mais au plus tard 30 jours après la troisième publication, auprès de l'organe de liquidation, soit:

Fiduciaire Experta SA, place de la Fusterie 3bis, 1204 Genève. (A200')

1204 Genève, le 9 février 1982

La liquidatrice

S.I. Rue des Jardins 12, à Genève

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Troisième publication

Par décision de son assemblée générale extraordinaire du 3 février 1982 la dissolution de la société a été prononcée.

Les créanciers éventuels sont invités à faire connaître leurs réclamations, selon l'art. 742 CO dans le délai d'un mois dès la troisième publication de cet avis, au siège de la société en liquidation, à la régie Pilet, Renaud et Meier, boulevard Georges Favon 25, à Genève. (A207')

1200 Genève, le 9 février 1982

Le liquidateur

Caravel HiFi S.A., en liquidation, Lausanne

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Deuxième publication

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 janvier 1982 a prononcé la dissolution de la société et son entrée en liquidation.

Les créanciers éventuels sont invités, sous peine de forclusion, à produire leurs créances par écrit et accompagnées de pièces justificatives, dans le délai d'un mois, dès la troisième publication de cet avis, en main de la liquidatrice, Mme L. Burkhard, case Ville 3854, 1002 Lausanne, ou Fleurettes 24, 1007 Lausanne. (A225')

1007 Lausanne, le 12 février 1982

La liquidatrice

Régie Immobilière Pierre Chassot S.A. en liquidation, Lausanne

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux art. 742 et 745 CO

Deuxième publication

Cette société est entrée en liquidation selon acte authentique de son assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 1981.

Conformément à l'art. 742 CO, les créanciers de la société sont invités à produire leurs créances et toutes pièces justificatives dans le délai d'un mois qui suivra la troisième publication du présent avis, en main du liquidateur M. Roger Métry, chez Fiduciaire Roger Métry, place St-Louis 7, 1110 Morges. (A 219')

1110 Morges, le 3 février 1982

Le liquidateur

J. Henry Schroder Bank AG, Zürich

Bilanz per 31. Dezember 1981
(nach Gewinnverteilung)

Aktiven		Passiven	
		Fr.	Fr.
Kassa, Giro- und Postcheckguthaben	Fr.	Fr.	Fr.
Bankendebitoren auf Sicht		6 277 821.53	1 987 328.45
Bankendebitoren auf Zeit		26 102 555.82	310 379 700.—
- davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	17 555 000.—	114 086 585.—	11 830 300.—
Wechsel und Geldmarktpapiere		16 047 972.85	25 054 317.72
Kontokorrent-Debitoren mit Deckung		1 362 004.05	11 830 000.—
Feste Vorschüsse und Darlehen ohne Deckung		101 457 802.65	34 469 832.68
Feste Vorschüsse und Darlehen mit Deckung		39 556 090.05	1 400 000.—
Kontokorrent-Vorschüsse und Darlehen an öffentlich-rechtliche Körperschaften		24 172 426.32	20 000 000.—
Wertsehriften		66 300 941.06	3 200 000.—
Dauernde Beteiligungen		1 221 600.—	14 700 000.—
Sonstige Aktiven		26 741 384.56	306 005.04
		423 327 183.89	423 327 183.89
Garantien		Fr. 19 338 135.16	Fr. 19 338 135.16
Forderungen aus festen Termingeschäften in Wertpapieren und Edelmetallen		8 898 480.—	8 898 400.—
Zusammenstellung der Wertschriften			
Ausländische Obligationen:	Fr.	Fr.	
Öffentlich-rechtliche Körperschaften	30 298 473.10		
Anderer	28 451 255.—	58 749 728.10	
Ausländische Aktien und andere Beteiligungspapiere		7 551 212.96	
		66 300 941.06	
Zusammenstellung der dauernden Beteiligungen			
Schweizerische Aktien und andere Beteiligungspapiere:	Fr.	Fr.	
Finanzgesellschaften		200 000.—	
Ausländische Aktien und andere Beteiligungspapiere:			
Banken	1 000 000.—	1 021 600.—	
Finanzgesellschaften	21 600.—	1 221 600.—	
Gliederung der Auslandaktiven			
Gesamtbetrag der Auslandaktiven	Fr.	Fr.	
- davon Bankendebitoren mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	41 908 181.59	373 362 618.32	
über 90 Tage	96 531 585.—		
Total Bankendebitoren im Ausland	138 439 766.59		
Aufwand		Gewinn- und Verlustrechnung 1981	Ertrag
Passivzinsen		Fr.	Fr.
Kommissionsaufwand		38 835 779.66	34 948 121.03
Bankbehörden und Personal		188 582.79	2 855 163.94
Beiträge an Personal- und Wohlfahrtseinrichtungen		3 418 209.—	4 832 992.41
Geschäfts- und Bürokosten		595 459.50	1 824 098.87
Steuern		2 728 511.26	5 570 134.34
Abschreibungen und Rückstellungen		950 169.15	
Aktivsaldo		605 632.—	
Reingewinn 1981		47 322 343.36	
		2 708 167.23	
		50 030 510.59	50 030 510.59
		Gewinnverteilung	
		Fr.	
		Gewinnvortrag aus 1980	297 837.81
		Reingewinn 1981	2 708 167.23
		Total	3 006 005.04
		Zuweisung an die gesetzliche Reserve	200 000.—
		Zuweisung an die allgemeine Reserve	2 500 000.—
		Vortrag auf neue Rechnung	306 005.04
		Total	3 006 005.04
		Ausschüttung einer Dividende zu Lasten der allgemeinen Reserve	1 400 000.—

Lloyds Bank International Limited, Londres
Succursales en SuisseBilan intermédiaire au 31 décembre 1981
(sans compte de pertes et profits)

Actifs		Passifs	
		Fr.	Fr.
Caisse, comptes de virement et comptes de chèques postaux	Fr.	Fr.	Fr.
Avoirs en banque à vue		35 114 770.95	26 434 676.12
- dont avoirs auprès du siège principal,		27 515 016.53	
d'autres succursales et banques affiliées	7 205 754.25		1 180 486 895.45
Avoirs en banque à terme		698 119 860.71	
- dont avoirs auprès du siège principal,			
d'autres succursales et banques affiliées	148 478 701.56		997 939 995.45
- dont jusqu'à 90 jours d'échéance	521 145 806.30		823 129 339.12
Effets de change et papiers monétaires		87 269 554.48	132 786 683.14
Comptes courants débiteurs en blanc		9 614 910.20	
Comptes courants débiteurs gagés		96 332 036.46	
- dont créances gagées envers des sociétés affiliées au siège principal	15 448.15		
Avances et prêts à terme fixe en blanc		117 033 009.72	
Avances et prêts à terme fixe gagés		430 342 218.70	
- dont avances et prêts à terme fixe gagés envers des sociétés affiliées au siège principal	20 766 529.29		
- dont garantis par hypothèque	4 330 096.75		
Titres		116 610 206.08	
Immubles à l'usage de la banque		31 887 605.76	
Autres actifs		33 194 093.57	
Total des actifs		1 683 033 283.16	
Engagements en banque à vue			Fr. 26 434 676.12
- dont engagements auprès du siège principal,			
d'autres succursales et banques affiliées	18 792 331.36		1 180 486 895.45
Engagements en banque à terme			
- dont engagements auprès du siège principal,			
d'autres succursales et banques affiliées	997 939 995.45		
- dont jusqu'à 90 jours d'échéance	823 129 339.12		
Créanciers à vue			132 786 683.14
- dont créanciers à vue - Sociétés affiliées au siège principal	356 565.25		
Créanciers à terme			50 384 340.77
- dont jusqu'à 90 jours d'échéance	12 752 921.54		
Livrets et carnets de dépôts			93 846 754.94
Obligations de caisse et bons de caisse			40 638 000.—
Acceptations et billets à ordre			91 691.95
Autres passifs			74 697 240.79
Capital de dotation succursales suisses			71 780 000.—
Réserve légale			2 887 000.—
Autres réserves			9 000 000.—
Total des actifs			1 683 033 283.16
Total des passifs			1 683 033 283.16
Récapitulation des avoirs auprès du siège principal,			
d'autres succursales et des sociétés affiliées		Fr.	Fr.
Total des actifs		176 466 433.25	1 017 088 892.06

Mitteilungen Communications Comunicazioni

GATT Code des normes: Notification 82.24

1. Partie à l'Accord adressant la notification: <u>SUEDE</u>
2. Organisme responsable: Direction nationale de l'hygiène et de la sécurité du travail
3. Notification au titre de l'article 2.5.2 <input checked="" type="checkbox"/> , 2.6.1 <input type="checkbox"/> , 7.3.2 <input type="checkbox"/> , 7.4.1 <input type="checkbox"/> , autres:
4. Produits visés (Le cas échéant, position de la NCCD, sinon position du tarif douanier national): Machines, machines-outils et équipement destinés à la éanument des métaux et des pièces au cours de fabrication (relevant, entre autres, du chapitre 84 de la NCCD)
5. Intitulé: Projet de règlement général concernant les machines
6. Teneur: La Direction nationale de l'hygiène et de la sécurité du travail a élaboré un projet de règlement général relatif aux machines, aux machines-outils et à l'équipement destiné à la éanument des métaux et des pièces au cours de fabrication. Les principaux chapitres du projet sont les suivants: applicabilité des règles; définitions; prescriptions générales en matière de sécurité; construction; dispositifs de commande; dispositifs de sécurité automatiques; systèmes de contrôle; dispositifs de connexion; signes et signaux d'avertissement; utilisation, surveillance et réparation des machines.
7. Objectif et justification: Sécurité et protection de la santé des personnes
8. Documents pertinents: Le nouveau règlement est destiné à remplacer les instructions générales n° 29 de la Direction nationale ainsi que les avis ci-après qu'elle avait précédemment publiés: 1970:4, 1972:18, 1975:34, 1976:16, 1976:25, 1977:7, 1977:23, 1978:11.
9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: n'ont pas encore été arrêtées.
10. Date limite pour la présentation des observations: 5 mars 1982
11. Pour informations et observations s'adresser au Secrétariat des Normes, OPAEE, Palais fédéral Est, 3003 Berne. Téléphone: 031/61 23 09

GATT Code des normes: Notification 82.25

1. Partie à l'Accord adressant la notification: <u>JAPON</u>
2. Organisme responsable: Division des évaluations et de l'enregistrement, Direction des affaires pharmaceutiques, Ministère de la santé et de la protection sociale
3. Notification au titre de l'article 2.5.2 <input type="checkbox"/> , 2.6.1 <input type="checkbox"/> , 7.3.2 <input checked="" type="checkbox"/> , 7.4.1 <input type="checkbox"/> , autres:
4. Produits visés (Le cas échéant, position de la NCCD, sinon position du tarif douanier national): Médicaments (Chapitre 30 de la NCCD)
5. Intitulé: Norme relative aux bonnes pratiques de laboratoire pour les études concernant la salubrité des médicaments
6. Teneur: La Ministère de la santé et de la protection sociale établira la norme relative aux bonnes pratiques de laboratoire applicable aux études non cliniques de laboratoire qui sont effectuées à l'appui des demandes d'autorisation de fabrication (ou d'importation) de nouveaux médicaments en vue, notamment, d'assurer la fiabilité des données relatives à la salubrité desdits médicaments. La Ministère engagera les fabricants, les importateurs, etc. à procéder aux études non cliniques de salubrité conformément à la norme. Les principaux points du projet de norme sont les suivants: 1) Objet et portée de la norme 2) Organisation du personnel, instruction et formation, responsabilité concernant l'exécution des études 3) Désignation du service d'assurance de la qualité et de ses fonctions 4) Norme relative aux moyens à mettre en oeuvre (sélection et traitement des échantillons, installations à prévoir pour les essais et contrôles, aires réservées aux opérations de laboratoire, archives, services administratifs, etc.) 5) Conception et fonctions, emplacement et contrôle de l'équipement 6) Fonctionnement des installations d'essai (élaboration de procédures normales de fonctionnement, etc.) 7) Définition, maintenance et stockage des articles qui entrent en jeu dans les essais et contrôles 8) Contenu de protocole et des procédures d'exécution des études 9) Rapports, archives et entreposage des matières concernées
7. Objectif et justification: Assurer la fiabilité des données non cliniques relatives à la salubrité
8. Documents pertinents: Loi relative aux affaires pharmaceutiques. La norme en question sera publiée, après adoption, au Bulletin des affaires pharmaceutiques
9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: L'avis administratif relatif à la norme en question sera publié en avril 1982. Toutefois, la norme ne sera appliquée intégralement qu'un an plus tard
10. Date limite pour la présentation des observations: 12 mars 1982
11. Pour informations et observations s'adresser au Secrétariat des Normes, OPAEE, Palais fédéral Est, 3003 Berne. Téléphone: 031/61 23 09

GATT Code des normes: Notification 82.26

1. Partie à l'Accord adressant la notification: <u>SINGAPOUR</u>
2. Organisme responsable: Division du développement et de surveillance des bâtiments, Département des travaux publics, Singapour
3. Notification au titre de l'article 2.5.2 <input type="checkbox"/> , 2.6.1 <input checked="" type="checkbox"/> , 7.3.2 <input type="checkbox"/> , 7.4.1 <input type="checkbox"/> , autres:
4. Produits visés (Le cas échéant, position de la NCCD, sinon position du tarif douanier national): Dispositifs d'éclairage de secours
5. Intitulé: Code de pratique pour l'installation et l'entretien des systèmes générateurs de courant et des dispositifs d'éclairage de secours dans les bâtiments
6. Teneur: Le Code porte sur les détails techniques de la conception et de l'installation des dispositifs d'éclairage de secours. Il concerne aussi certains éléments importants des spécifications relatives à ce type de matériel (accumulateurs, redresseurs, chargeurs, lampes). Ces spécifications reposent sur des critères de fonctionnement.
7. Objectif et justification: Etablir une norme uniforme pour la conception et l'installation des dispositifs d'éclairage de secours dans les bâtiments
8. Documents pertinents: Norme singapourienne CP 19: 1981
9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: 1er avril 1982
10. Date limite pour la présentation des observations: 12 mars 1982
11. Pour informations et observations s'adresser au Secrétariat des Normes, OPAEE, Palais fédéral Est, 3003 Berne. Téléphone: 031/61 23 09

GATT Code des normes: Notification 82.27

1. Partie à l'Accord adressant la notification: <u>FINLANDE</u>
2. Organisme responsable: Ministère du commerce et de l'industrie
3. Notification au titre de l'article 2.5.2 <input checked="" type="checkbox"/> , 2.6.1 <input type="checkbox"/> , 7.3.2 <input type="checkbox"/> , 7.4.1 <input type="checkbox"/> , autres:
4. Produits visés (Le cas échéant, position de la NCCD, sinon position du tarif douanier national): Détergents, produits d'entretien et similaires
5. Intitulé: Décret relatif aux détergents (révision du Décret 124/74 modifié ultérieurement) (disponible en finnois seulement)
6. Teneur: Le décret révisé contient le règlement relatif aux détergents, produits d'entretien et similaires et à leur étiquetage
7. Objectif et justification: Santé des personnes
8. Documents pertinents: Projet de décision de l'Office du commerce et de la protection des consommateurs, concernant l'étiquetage des détergents (indication des composants actifs)
9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: Août 1982, 1er octobre 1982
10. Date limite pour la présentation des observations: 24 mars 1982
11. Pour informations et observations s'adresser au Secrétariat des Normes, OPAEE, Palais fédéral Est, 3003 Berne. Téléphone: 031/61 23 09

GATT Code des normes: Notification 82.28

1. Partie à l'Accord adressant la notification: <u>FINLANDE</u>
2. Organisme responsable: Office national du commerce et de la protection des consommateurs
3. Notification au titre de l'article 2.5.2 <input checked="" type="checkbox"/> , 2.6.1 <input type="checkbox"/> , 7.3.2 <input type="checkbox"/> , 7.4.1 <input type="checkbox"/> , autres:
4. Produits visés (Le cas échéant, position de la NCCD, sinon position du tarif douanier national): Détergents, produits d'entretien et similaires
5. Intitulé: Décision de l'Office national du commerce et de la protection des consommateurs, relative à l'étiquetage des détergents (indication des composants actifs) (disponible en finnois seulement)
6. Teneur: Projet de décision réglementant l'étiquetage des détergents et produits similaires (indication des composants actifs et avertissement)
7. Objectif et justification: Santé des personnes
8. Documents pertinents: Projet de décret relatif aux détergents
9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: Août 1982, 1er octobre 1982
10. Date limite pour la présentation des observations: 24 mars 1982
11. Pour informations et observations s'adresser au Secrétariat des Normes, OPAEE, Palais fédéral Est, 3003 Berne. Téléphone: 031/61 23 09

GATT Code des normes: Notification 82.29

1. Partie à l'Accord adressant la notification: <u>FINLANDE</u>
2. Organisme responsable: Office national du commerce et de la protection des consommateurs
3. Notification au titre de l'article 2.5.2 <input checked="" type="checkbox"/> , 2.6.1 <input type="checkbox"/> , 7.3.2 <input type="checkbox"/> , 7.4.1 <input type="checkbox"/> , autres:
4. Produits visés (Le cas échéant, position de la NCCD, sinon position du tarif douanier national): Produits alimentaires
5. Intitulé: Révision du règlement relatif aux résidus présents dans les produits alimentaires (disponible en finnois seulement)
6. Teneur: Le projet prévoit de nouvelles prescriptions abaissant les niveaux de tolérance pour les résidus de bénomyl, de carbendazine et de tiophanate dans les produits alimentaires. (0,2 mg/kg)
7. Objectif et justification: Santé des personnes
8. Documents pertinents: Circulaire n° 3050/51/79 de l'Office national du commerce et de la protection des consommateurs
9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: Mars 1982, 1er avril 1982
10. Date limite pour la présentation des observations: 5 mars 1982
11. Pour informations et observations s'adresser au Secrétariat des Normes, OPAEE, Palais fédéral Est, 3003 Berne. Téléphone: 031/61 23 09

GATT Code des normes: Notification 82.30

1. Partie à l'Accord adressant la notification: <u>FINLANDE</u>
2. Organisme responsable: Office national du commerce et de la protection des consommateurs
3. Notification au titre de l'article 2.5.2 <input checked="" type="checkbox"/> , 2.6.1 <input type="checkbox"/> , 7.3.2 <input type="checkbox"/> , 7.4.1 <input type="checkbox"/> , autres:
4. Produits visés (Le cas échéant, position de la NCCD, sinon position du tarif douanier national): Agrumes, bananes, etc.
5. Intitulé: Révision de la décision de l'Office national du commerce et de la protection des consommateurs relative aux additifs alimentaires (disponible en finnois seulement)
6. Teneur: Le projet de règlement restreint l'utilisation du bénomyl comme additif alimentaire
7. Objectif et justification: Santé des personnes
8. Documents pertinents: Décision de l'Office national du commerce et de la protection des consommateurs relative aux additifs alimentaires. Lois et règlements de la Finlande 988/79
9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: Mars 1982, 1er avril 1982
10. Date limite pour la présentation des observations: 5 mars 1982
11. Pour informations et observations s'adresser au Secrétariat des Normes, OPAEE, Palais fédéral Est, 3003 Berne. Téléphone: 031/61 23 09

Verordnung über höchstzulässige Abgabepreise für inländische Tafeläpfel der Ernte 1981

vom 9. Februar 1982

Die Eidgenössische Preiskontrollstelle, gestützt auf Artikel 1 des Bundesbeschlusses vom 11. April 1961 über die Preisgestaltung für Saat- und Speisekartoffeln, Kernobst und frisches Gemüse, verordnet:

Art. 1 Preise

Die höchstzulässigen Abgabepreise für inländische Tafeläpfel der Ernte 1981 betragen je Kilogramm netto

Table with columns: ab Verladler, ab Grossist, ab Verladler franko Grossist, ab Grossist franko Detaillist. Lists prices for various apple varieties like Glocken I, Golden I, etc.

Für die Detailverkaufspreise kommt die Verordnung vom 8. Januar 1982 über höchstzulässige Konsumentenpreise beim Detailverkauf von inländischen Tafeläpfeln der Ernte 1981 zur Anwendung.

Art. 2 Verpackungszuschläge

Die höchstzulässigen Abgabepreise können für vorverpackte Ware folgende Zuschläge pro Kilogramm netto hinzugerechnet werden:

Table listing packaging surcharges: in Tragtaschen (25 Rappen), in Foodtinern (35 Rappen), in Plateaus, reihenweise eingelegt (35 Rappen inkl. Plateau).

Art. 3 Margenanspruch

Schalten sich in eine der genannten Handelsstufen zwei oder mehr Händler ein, so haben sich diese in die höchstzulässigen Handelsmargen zu teilen.

Art. 4 Strafbestimmungen

Widerhandlungen gegen diese Verordnung werden gemäss den Artikeln 13 bis 15 des Bundesgesetzes vom 21. Dezember 1960 über geschützte Warenpreise mit Busse bestraft. Die Strafverfolgung obliegt den Kantonen.

Art. 5 Inkrafttreten

Diese Verordnung tritt am 15. Februar 1982 in Kraft.

9. Februar 1982 Eidgenössische Preiskontrollstelle Der Chef: Bossart

Der schweizerische Aussenhandel im Januar 1982

In einer Mitteilung der Eidg. Oberzolldirektion sind die schweizerischen Aussenhandelszahlen für den Januar 1982, verglichen mit dem entsprechenden Vorjahresmonat, veröffentlicht worden.

Im Vergleich zum Januar 1981 bildete sich die Einfuhr um 154.0 Mio oder 3.7% auf 4028.3 Mio Fr. und die Ausfuhr um 8.9 Mio oder 0.2% auf 3786.0 Mio Fr. zurück. Real verzeichneten die Importe einen Rückgang um 4.7% und die Exporte einen solchen um 3.7%.

Eine detaillierte Analyse über die Struktur des Aussenhandels im Januar 1982 wird in einigen Tagen erscheinen.

Die Lage des Arbeitsmarktes Ende Januar 1982

Nach den Erhebungen des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit waren Ende Januar 1982 bei den Arbeitssüthern insgesamt 11 725 Ganzarbeitslose eingeschrieben; das sind 2576 mehr als Ende Dezember 1981 und 2910 mehr als vor Jahresfrist.

Der Anteil der Ganzarbeitslosen an der aktiven Bevölkerung betrug rund 0.4% (Vorjahr 0.3%).

Im Vergleich zum Vormonat verzeichnete die Zahl der männlichen Arbeitslosen einen Anstieg um 1924 auf 7660 und die der weiblichen Arbeitslosen einen solchen um 652 auf 4065.

Die Zahl der beim öffentlichen Arbeitsnachweis gemeldeten offenen Stellen belief sich Ende Januar 1982 auf 8392 gegenüber 8917 vor Monatsfrist (-525) und 14 064 vor einem Jahr (-5672).

Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit

Ordonnance concernant les prix de vente maximums pour les pommes de table indigènes de la récolte 1981

du 9 février 1982

L'Office fédéral du contrôle des prix, vu l'article premier de l'arrêté du Conseil fédéral du 11 avril 1961 concernant la formation des prix des pommes de terre de semence et de table, des fruits à pépins et des légumes frais, arrête:

Article premier Prix

Les prix de vente maximums pour les pommes de table indigènes de la récolte 1981, par kilogramme net, sont les suivants:

Table with columns: départ expéditeur grossiste, départ grossiste franco détaillant. Lists prices for varieties like Cloche I, Golden I, etc.

Pour les prix de vente au détail, l'ordonnance du 8 janvier 1982 concernant les prix maximums aux consommateurs pour la vente au détail des pommes de table indigènes de la récolte 1981 reste applicable.

Art. 2 Suppléments de prix pour l'emballage

Pour la marchandise préemballée, les prix de vente maximums par kilogramme net peuvent être majorés des suppléments suivants:

Table listing packaging surcharges: en fobais (25 centimes), en foodtinners (35 centimes), en plateaux, rangées (35 centimes plateau inclus).

Art. 3 Partage des marges

Lorsque deux marchands ou plus desdits stades du commerce participent à une transaction, ils doivent se partager les marges maximums.

Art. 4 Dispositions pénales

Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'amende conformément aux articles 13 à 15 de la loi fédérale du 21 décembre 1960 sur les marchandises à prix protégés. La poursuite pénale incombe aux cantons.

Art. 5 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 15 février 1982.

9 février 1982 Office fédéral du contrôle des prix Le chef: Bossart

Le commerce extérieur de la Suisse en janvier 1982

Dans un communiqué, la Direction générale des douanes a publié les résultats du commerce extérieur suisse de janvier 1982, comparés à ceux du même mois de l'année dernière.

Les importations ont diminué de 154.0 millions ou de 3.7%, et les exportations, de 8.9 millions ou de 0.2%, au regard de janvier 1981, et se sont respectivement fixées à 4028.3 et à 3786.0 millions de francs.

Une analyse détaillée de la structure du commerce extérieur de janvier 1982 paraîtra dans quelques jours.

La situation du marché du travail à fin janvier 1982

Selon les données relevées par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, 11 725 chômeurs complets étaient inscrits à fin janvier 1982 auprès des offices du travail, soit 2576 de plus qu'à fin décembre 1981 et 2910 de plus qu'une année auparavant.

La proportion des chômeurs complets par rapport à l'effectif de la population active atteignait 0.4% environ (0.3% l'année dernière à la même époque).

Comparativement au mois précédent, le nombre des hommes en chômage a augmenté de 1924 et celui des femmes de 652 pour s'inscrire respectivement à 7660 et 4065.

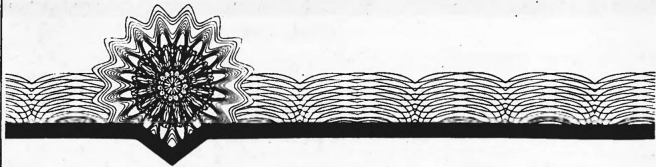
Le nombre des places vacantes officiellement recensées s'élevait à 8392 à fin janvier 1982, contre 8917 le mois précédent (-525) et 14 064 une année auparavant (-5672).

Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail

Liste des suppléments de «La Vie économique»

Envoi contre versement préalable au compte de chèques postaux 30-520, Feuille officielle suisse du commerce, Berne, ou contre remboursement.

Table with columns: Nos, Description, Fr. Lists various supplements like Contribution à l'étude des prix du pain en Suisse (1928), La marge des prix dans le commerce suisse de la boucherie, etc.



The Province of Manitoba Manitoba (Canada)

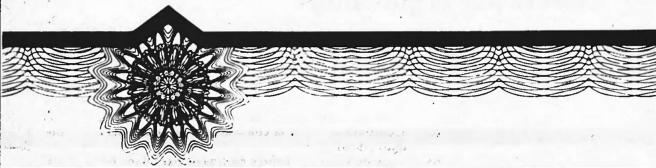
7% Anleihe 1982-92 von 10000000 Schweizerfranken

Der Nettoerlös dieser Anleihe dient zur Ablösung von fälligen Schweizerfranken-Verrichtungen.

Titel: Inhaberoobligationen von Sfr. 5000 und Sfr. 100000 Nennwert.
Coupons: Jahrescoupons per 22. Februar.
Laufzeit: Maximal 10 Jahre.
Rückzahlung: Ab 1986 jährliche Titelrückkäufe, falls die Kurse 100% nicht übersteigen. Vorzeitige Rückzahlungsmöglichkeit mit depressiver Prämie, beginnend 1988 zu 101%, aus Steuergründen ab 1984 jederzeit, mit depressiver Prämie, beginnend zu 102%. Die vollständige Rückzahlung der Anleihe erfolgt am 22. Februar 1992.
Kotierung: An den Börsen von Zürich, Basel, Genf, Lausanne und Bern.
Emissionspreis: 100% + 0,3% eidgenössische Umsatzabgabe.
Zeichnungsschluss: 16. Februar 1982, mittags.
Valoren-Nummer: 667.505
Verkaufsbeschränkungen: Vereinigte Staaten von Amerika und Kanada.
 Zeichnungsscheine stehen bei den Banken zur Verfügung.

Schweizerische Bankgesellschaft	Schweizerische Kreditanstalt	Schweizerischer Bankverein
Schweizerische Volksbank	Bank Leu AG	Vereinigung der Genfer Privatbankiers
A. Sarasin & Cie	Privatbank und Verwaltungsgesellschaft	Gruppe Zürcher Privatbankiers

Mitglieder des Verbandes Schweizerischer Kantonalbanken



GB Gewerbebank Baden

Aktienkapital Fr. 24 000 000.—

Reserven Fr. 21 227 200.—

Einladung zur ordentlichen

Generalversammlung

der Aktionäre

auf Samstag, 6. März 1982, 16.00 Uhr im Kurtheater Baden

Traktanden:

1. Abnahme und Genehmigung der Jahresrechnung 1981
2. Entlastung der Verwaltungsorgane
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes 1981
4. Wahlen
5. Verschiedenes

Die Gewinn- und Verlustrechnung, die Bilanz, der Bericht der Kontrollstelle und das Protokoll der letzten Generalversammlung liegen ab 15. Februar 1982 beim Sitz in Baden zur Einsichtnahme auf. Eintritts- und Stimmkarten können gegen genügenden Ausweis und Angabe der betreffenden Aktiennummern bis Donnerstag, 4. März 1982, an unseren Schaltern bezogen werden.

Im Anschluss an die Generalversammlung lädt der Verwaltungsrat die teilnehmenden Aktionäre zu einem Imbiss in den Kursaal Baden ein. Gutscheine dafür werden während der Versammlung abgegeben.

Baden, 15. Februar 1982

Der Verwaltungsrat

Négovins SA, Basel

Einladung zur ausserordentlichen Generalversammlung

vom Montag, 8. März 1982, 11.30 Uhr, in den Räumlichkeiten von Dr. Hans M. Aichele, Notar, Steinvorstadt 51, Basel.

Traktandum: Auflösung der Gesellschaft.

Basel, den 9. Februar 1982

Der Verwaltungsrat



LANDSVIRKJUN (THE NATIONAL POWER COMPANY)

Reykjavik, Island

Ein Gemeinschaftsunternehmen der Republik Island
und der Stadt Reykjavik

8% Anleihe 1982-1992 von sFr. 25 000 000.—

mit Erhöhungsmöglichkeit bis zu sFr. 40 000 000.—

mit Bürgschaft der Republik Island und der Stadt
Reykjavik

Der Erlös der Anleihe dient der Finanzierung von Wasserkraftwerk-Projekten.

Wichtigste Anleihebedingungen:

Titel und Coupons: Inhaberoobligationen von sFr. 5000.— Nennwert, versehen mit Jahrescoupons per 3. März. Der erste Coupon wird am 3. März 1983 fällig.
Laufzeit: Längstens 10 Jahre.
Rückzahlung: Durch jährliche Titelkäufe ab 1985, falls die Kurse 100% nicht übersteigen; vorzeitige Rückzahlung der ganzen Anleihe mit depressiven Prämien ab 1988 möglich.
Steuern: Frei von Quellensteuern.
Kotierung: An den Börsen von Zürich, Basel, Bern, Genf und Lausanne vorgesehen.
Liberierung: Am 3. März 1982.
Emissionspreis: 100% + 0,3% eidg. Umsatzabgabe
Zeichnungsfrist: Vom 15. bis 19. Februar 1982, mittags.

Zeichnungen werden von den unten genannten Banken, bei denen auch Zeichnungsscheine bezogen werden können, spesenfrei entgegengenommen.

BANK VON ERNST & CIE AG
 HANDELSBANK N. W.
 BANCA DEL GOTTARDO
 BANQUE PRIVÉE S.A.
 LA ROCHE & CO.
 SCHWEIZERISCHE HYPOTHEKEN- UND HANDELSBANK
 BANCA DELLA SVIZZERA ITALIANA
 BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS (SUISSE) S.A.
 WIRTSCHAFTS- UND PRIVATBANK

Aargauische Hypotheken- und Handelsbank
 Banque Vaudoise de Crédit
 Bank in Gossau
 Bank in Mönchliken
 Bank vom Linthgebiet
 Basellandschaftliche Hypothekenbank

EKO Hypothekar- und Handelsbank
 Luzerner Landbank AG
 Banque Romande
 Bank Europäischer Genossenschaftsbanken
 Banque de l'Union Européenne en Suisse S.A.

Valoren-Nummer 559.526

Adona SA

Messieurs les actionnaires de la société Adona SA, à Genève, sont convoqués en

assemblée générale extraordinaire

en l'étude de MMes Déprez, Natural & Goerg, notaires, rue Ferdinand-Hodler 9, à Genève, lundi 1er mars 1982, à 10 h., avec

l'ordre du jour suivant:

Démission de l'administrateur.

L'administration

Société Bancaire Barclays (Suisse) SA

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale extraordinaire

le vendredi 26 février 1982, à 11 h. 30, au siège de la société, boulevard du Théâtre 2, Genève, avec

l'ordre du jour suivant:

1. Nomination d'un nouvel administrateur.
2. Divers.

Les cartes d'admission à l'assemblée seront délivrées sur présentation des titres ou justificatifs de leur possession jusqu'au 23 février 1982 par la Société Bancaire Barclays (Suisse) SA.

Genève, le 10 février 1982

Le conseil d'administration



DIE ALLGEMEINE

Allgemeine Aargauische Ersparniskasse 1812

Einladung zur Generalversammlung der Genossenschafter

Mittwoch, 3. März 1982, 15.30 Uhr in der Sporthalle Schachen, Aarau.

Traktanden

1. Abnahme des Geschäftsberichtes und der Jahresrechnung 1981
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinns
3. Entlastung der Verwaltungsorgane
4. Wahl der Kontrollstelle
5. Verschiedenes

Die Genossenschafter können die Gewinn- und Verlustrechnung, die Bilanz und den Bericht der Kontrollstelle sowie das Protokoll der letzten Generalversammlung beim Hauptsitz Aarau einsehen.

Ausweiskarten

für die GV können bis Montag, 1. März, 12 Uhr, bei unsern Niederlassungen bezogen werden.

Für den Verwaltungsrat: H. Zumbach, Präsident

Galerie d'Art Foresto SA

Convocation pour l'assemblée générale extraordinaire

le jeudi 25 février 1982, en l'étude de Me René Gency, notaire, à Genève, rue de Rive 4.

Ordre du jour: Entrée en liquidation de la société.

Genève, le 11 février 1982.

Le conseil d'administration

I.H.G. SA, Lugano

I Signori azionisti sono convocati in

assemblea generale ordinaria e straordinaria

per il giorno 26 febbraio 1982, alle ore 11, presso l'amministratore Bruno Basler, piazza Molino Nuovo 15, Lugano, per deliberare sul seguente

Ordine del giorno:

Assemblea ordinaria:

1. Rapporto del consiglio di amministrazione.
2. Approvazione dei conti.
3. Scarico agli organi sociali.
4. Diversi.

Assemblea straordinaria:

1. Decisione sulla proposta di scioglimento della società e nomina del liquidatore.

Il bilancio, il rapporto del consiglio di amministrazione e il rapporto di revisione sono a disposizione degli azionisti presso l'amministratore, a contare dal 16 febbraio 1982.

Per partecipare all'assemblea generale ordinaria e straordinaria gli azionisti dovranno presentare le loro azioni, oppure una attestazione bancaria, dalla quale risulta l'avvenuto deposito.

Lugano, il 10 febbraio 1982

Il consiglio di amministrazione

Budgets de ménages de salariés en 1975

92^e numéro spécial de «La Vie économique»

La précédente enquête d'ampleur comparable sur le niveau de vie des ménages privés remonte aux années 1936 à 1938 et ses résultats ont été publiés en 1942. La grande importance des relations fonctionnelles qui existent entre, d'une part, la structure des dépenses et, d'autre part, le revenu, la taille du ménage, la région de domicile ainsi que la situation professionnelle du chef du ménage justifie certainement un compte rendu minutieux des résultats de l'enquête menée en 1975 sur une grande échelle. L'abondance d'informations intéressantes l'emporte sans doute de beaucoup sur l'inconvénient du temps écoulé entre l'époque de l'enquête et celle de la publication.

Prix: 26 francs. Envoi contre versement préalable sur le compte de chèques postaux 30-520 de la Feuille officielle suisse du commerce, Berne. Prière de mentionner la commande au verso du coupon du bulletin de versement.

Libretti di risparmio della Banca dello Stato del Cantone Ticino

Il consiglio di amministrazione della Banca dello Stato del Cantone Ticino ha fissato come segue i tassi d'interesse da corrispondere a partire dal 1° marzo 1982:

Libretti nominativi

o al portatore

4%

o a versamenti postali

Libretti nominativi

sino a un saldo di fr. 10 000.-

4¼%

Libretti a termine

nominativi o al portatore

4¼%

Libretti per la gioventù

sino a fr. 20 000.-

4½%

Der Landes-Index der Konsumentenpreise

Ende Oktober 1977 erschien als Sonderheft Nr. 89 der «Volkswirtschaft» eine Publikation des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit über

Die Grundlagen und Methoden der Neuberechnung des Landesindex auf der Basis 1977

In dieser Publikation werden die von der Sozialstatistischen Kommission erarbeiteten Grundlagen des revidierten Landesindex dargestellt.

Das Sonderheft kann gegen Voreinzahlung von Fr. 7.- auf Postcheckkonto 30-520, Schweizerisches Handelsamtsblatt, Bern, bezogen werden.

L'indice suisse des prix à la consommation

Fin octobre 1977 a paru le numéro spécial 89 de «La Vie économique» publié par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail sur

les nouvelles bases et méthodes du calcul de l'indice suisse des prix à la consommation des 1977

Il s'agit du rapport de la Commission de statistique sociale sur les bases qu'elle a élaborées au cours de la révision totale de l'indice en question.

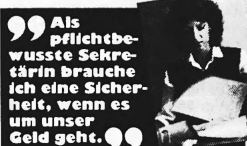
Ce numéro spécial peut être obtenu contre versement préalable d'un montant de 7 francs sur le compte de chèques postaux 30-520 de la Feuille officielle suisse du commerce, Berne.



SÄCKE/EMBALLAGEN aus Polypropylengewebe

atmend oder dicht, die ideale, preisgünstige Verpackung für viele Produkte.

Informieren Sie sich bei: Gustav Maag, Tel. 01 491 90 88 Badenerstrasse 450, 8004 Zürich



Risikoabsicherung durch Wirtschaftsauskünfte.

Creditreform

die grosse Wirtschaftsauskünfte Europas. 20 Kreisbüros allein in der Schweiz.

Aarau	064 22 22 12	Geneve	022 21 81 77	Shawen	052 22 98 87
Basel	061 25 11 28	Hauterode	071 22 81 11	Solothurn	062 22 99 11
Bern	032 22 88 50	Luzern	041 22 31 14	Winterthur	052 22 98 87
Châmp	061 22 81 11	Sargans	061 22 31 14	Zug	041 22 17 44
Olten	061 22 81 11	Neuchâtel	068 22 81 11	Zürich	01 262 94 86
Fribourg	027 26 71 12	S. Gallen	071 24 99 51		

Zu kaufen gesucht

Treuhandbüro

mit mind. Fr. 200 000.- Honorarsumme.

Chiffre 37-L-20654 an Publicitas, Postfach, 8021 Zürich.



Inserate erschliessen den Markt

Wir offerieren

Debitorenfinanzierung

Diskrete und schnelle Abwicklung. Günstige Bedingungen.

Chiffre 37-C-20653 an Publicitas, Postfach, 8021 Zürich.

Buchs SG

Lagerraum frei

Gleisanschluss

Vetsch AG, Internationale Transporte, 9470 Buchs, Tel. 085 6 59 81, Herr Gabathuler.

Im Räume Blei-Lyss-Grenchen suchen wir per sofort oder nach Vereinbarung

Werkstatt mit Büroräumen

Gesamtläche ca. 200 m².

Offerten unter Chiffre H 70109, an Publicitas, 3001 Bern.

Région Lémanique à vendre par cession de capital-action

épicerie fine de luxe

excellent emplacement.

Nécessaire pour traiter: fr. 600 000.-.

Ecrire sous chiffre F 303448-18, Publicitas, 1211 Genève 3.

CTM Computer bieten mehr

Ausgezeichnete Standardprogramme

Pebe Datentechnik AG
8500 Frauenfeld
Telefon 034 3 31 21